



HAL
open science

Quel horizon interterritorial pour les politiques culturelles?

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. Quel horizon interterritorial pour les politiques culturelles?. L'Observatoire, la revue des politiques culturelles , 2013, 43, pp.42-43. 10.3917/lobs.043.0042 . halshs-00977969

HAL Id: halshs-00977969

<https://shs.hal.science/halshs-00977969v1>

Submitted on 11 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUEL HORIZON INTERTERRITORIAL POUR LES POLITIQUES CULTURELLES ?¹

Alain Faure

« Lorsque chaque chose est pleinement vécue jusqu'au bout, il n'y a pas de mort ni de regrets, pas plus qu'il n'y a de faux printemps ; chaque moment vécu fait s'ouvrir un horizon plus vaste et plus large, dont la seule issue est la vie. »

Printemps noir - Henry Miller

En France, le monde de la culture et le « local » ont écrit des pages importantes de leur histoire commune à la Libération, avec les mouvements d'éducation populaire, puis dans les premières années de la décentralisation culturelle. Pour reprendre la belle expression de Guy Saez dans sa conférence introductive au colloque de Nantes, organisé par l'Observatoire des politiques culturelles, ce roman historique condense et cristallise tout à la fois des mouvements militants, l'empreinte de personnalités hors du commun, le volontarisme de l'État, le souffle des villes et la fraîcheur des régions et, de façon plus profonde, des élans créatifs venant d'horizons intellectuels et de champs artistiques des plus variés.

Heureusement, l'Observatoire des politiques culturelles a souhaité ne pas limiter les débats à un exercice d'hommage et de commémoration sur ce passé glorieux. Dans une analyse récente sur les grandes commémorations nationales (*La Grande Guerre, si loin si proche*, Seuil, 2013), Jean-Noël Jeanneney constate que 1914 n'alimente que faiblement la magie d'un grand récit républicain malgré des empreintes vives et un consensus puissant. Il souligne que ce sont curieusement les fondations plus tourmentées et tellement contradictoires de la Révolution française qui continuent à produire l'élan symbolique le plus abouti, à la fois controversé et consensuel, à la fois identitaire et universel.

Peut-être les politiques culturelles traversent-elles actuellement un questionnement symbolique sur leur devenir qui pourrait illustrer ce même constat paradoxal, avec d'un côté les fondamentaux consensuels et rassurants de la décentralisation culturelle *made in France* (années 60 et 80) et, de l'autre, des aspirations contempo-

raines fragmentées et antithétiques, singulières et mondialisées. Comment poser les promesses impensées de cette seconde équation sans céder aux sirènes rassurantes de la première ? Peut-on échapper à la nostalgie des grands combats fondateurs dans la lignée de figures emblématiques comme Dumazedier, Malraux ou Lang, ces « liges dissoutes » (pour reprendre la formule d'un intervenant lors de la séance inaugurale) que certains voudraient ressusciter pour faire face au « vacarme marchand contemporain » (sic) ?...

UNE ACTION PUBLIQUE ASEPTISÉE

Nous vous proposons d'aborder ce défi en gardant en mémoire la façon si tonique et passionnée qu'avait l'ami René Rizzardo de poser l'équation. Ce grand monsieur de la décentralisation cultivait une conscience aiguë des éléments du passé mais il veillait toujours à ne les mobiliser que pour mieux les mettre à l'épreuve

du destin commun et des nouveaux horizons que les acteurs de la culture devaient, inlassablement, réinventer dans chaque village, dans chaque ville et dans chaque région. Aujourd'hui, si les « politiques culturelles » possèdent un code génétique marqué par quelques idéaux flamboyants, il semble indispensable de ne pas oublier qu'elles ont généré un processus de professionnalisation et de spécialisation qui transforme radicalement (et aseptise souvent) les rouages de l'action publique.

“La décentralisation n'a pas seulement rapproché l'État (au sens générique du terme) de ses citoyens, elle a aussi puissamment territorialisé des dispositifs, des savoir-faire et des publics.”

Dans ce colloque qui s'interroge frontalement sur le *devenir des politiques culturelles*, la question centrale n'est pas de savoir si le secteur culturel a perdu ses valeurs mais bien de comprendre pourquoi les nouvelles formes de régulation publique contiennent et contraignent les formes d'innovation et de démocratisation culturelles. Tout le monde constate le rôle décisif joué par les collectivités locales dans le formatage comme dans le pilotage des politiques publiques, car la décentralisation n'a pas seulement rapproché l'État (au sens générique du terme) de ses *citoyens*, elle a aussi puissamment *territorialisé* des dispositifs, des savoir-faire et des *publics*. En rationalisant ses interventions *par le bas*, le secteur culturel s'est routinisé au gré des choix gestionnaires adoptés par les Régions, par les Départements et par les Villes. Et, comme dans tous les champs de l'action publique, le processus a imprimé simultanément des effets de standardisation et de différenciation, entraînant une profusion d'évolutions contradictoires au sein de chaque sous-secteur.

LES FRICTIONS DE SOUVERAINETÉ

C'est dans ce contexte pour le moins bigarré que s'est engagé le débat au sein de l'atelier intitulé « Quelles politiques culturelles dans un cadre de coopération territoriale renforcé ? ». L'animatrice (Mariette Siberlin-Blanc) a ouvert les échanges par un diagnostic sévère concernant la difficulté des Villes, des Départements et des Régions à sortir des *sentiers institutionnels territoriaux* tracés autour de logiques plus administratives et managériales que créatives et participatives. Un élu municipal et d'agglomération (Olivier Bianchi) a insisté sur les *frictions de souveraineté* qui opposaient de plus en plus souvent les intercommunalités pour planifier leurs nouvelles compétences

dans le champ culturel. Un élu régional (Alain Gralepois) a insisté sur le nouveau langage commun qu'il faudra inventer pour faire dialoguer les villes à l'échelon régional, vantant les mérites du modèle incertain mais prometteur des *conférences régionales*. Un professionnel départemental (François Pouthier) s'est inquiété des tendances actuelles à la *moyennisation*, à la *vitrification* et au *saupoudrage* dans les façons de concevoir le financement de la culture, sans qu'aucune *alchimie de la coopération* ne cristallise vraiment les ambitions communes sur un élan de type esthétique ou créatif. Une bibliothécaire (Laëtitia Bontan) a insisté sur l'importance des politiques de diffusion et d'essaimage dans les départements ruraux, soulignant les nouveaux défis pour le moins complexes posés avec la numérisation et l'*Internetisation* de la lecture publique. De nombreux témoignages dans l'assistance ont ensuite alimenté les échanges, nous entraînant tour à tour sur des enjeux d'identité, de politisation, de légalité, de gouvernance, de cap, de passage à l'acte et même de fécondité... C'est enfin un invité étranger (l'écrivain anglais François Matarasso) qui a raconté, avec beaucoup de tact et d'humour, sa difficulté à entrer dans la discussion. Mobilisant la jolie métaphore de l'*accordéon* pour qualifier le système décentralisé français entremêlant le local au national, il a pointé la différence abyssale qui expliquait peut-être son incompréhension sur nos joutes verbales tellement byzantines, soulignant l'absence totale, en Angleterre, de politiques nationales volontaristes dans le champ de la culture.

Peut-être son témoignage sur les nouvelles coopérations culturelles à inventer n'était-il finalement pas si éloigné des diagnostics posés sur le cas français. C'est la belle découverte de cet atelier : la question de la *décentralisation culturelle* ne s'arrête ni ne se résout sur des questions de frontières, qu'elles soient géographiques, politiques, sectorielles, humaines ou techniques. Elle

pose au contraire de façon frontale le défi en apparence insoluble d'un destin commun qui serait résolument *interterritorial*. Je m'explique... Tout le monde s'accorde à reconnaître que la culture *échappe* pour partie aux politiques culturelles dès lors que ces dernières la mettent en équation à partir d'un traitement public territorialisé. Toutes les collectivités et tous les *secteurs* de l'action publique culturelle doivent dorénavant composer avec un brouillage des frontières sur l'identité et sur la citoyenneté des acteurs qui *font* de la culture. Le géographe Martin Vanier a brillamment ouvert la brèche (*Le pouvoir des territoires. Essai sur l'interterritorialité*, Economica-Anthropos, 1970) en diagnostiquant la nécessité, pour les élus locaux, d'imaginer d'abord des priorités publiques centrées sur la confrontation et la compatibilité des visions du monde produites à chaque échelle territoriale (du village à l'Union européenne). Sans doute faut-il pousser beaucoup plus loin le diagnostic en discutant le dépassement d'autres frontières, celles qui séparent ou opposent le public et le privé, le communautaire et l'intime, le ludique et l'éducatif, l'identitaire et l'universel... *Le printemps* promis par la culture, c'est l'idée que les nouveaux modes de vie liés au processus de métropolisation et à la mondialisation dessinent des *épanouissements individuels* qui jamais ne se réduisent ou ne se limitent à des régimes de souveraineté et de citoyenneté. Il y a, dans cette énigme, un *horizon interterritorial* à inventer, à raconter et à promouvoir sur lequel les politiques culturelles initiées par les collectivités locales possèdent des marges considérables de manœuvre et d'innovation. Elles se situent sans doute, reconnaissons-le, assez loin de la double symbolique étatique et communaliste du *jardin à la française*...

Alain Faure

Directeur de recherche CNRS en science politique -
Laboratoire PACTE - Université de Grenoble Alpes -
Carnet de recherche : <http://enigmes.hypotheses.org/>

Quel horizon interterritorial pour les politiques culturelles ?

NOTES

1- Cette note d'impression a été rédigée suite à l'invitation à participer au colloque « Décentralisation et culture. Quel devenir pour les politiques publiques ? » qui s'est tenu Nantes les 23 et 24 octobre 2013 à l'initiative de l'Observatoire des politiques culturelles.

SOMMAIRE

ÉDITO (1 – 2)

p.1 : Jean-Pierre Saez
Décentralisation et culture : vers un grand chambardement ?

DÉBATS (3 – 8)

p.3 : Luc Gwiazdzinski
Urbanisme des temps
Premières chorégraphies de la métropole hypermoderne

DÉCENTRALISATION ET CULTURE : VERS UN GRAND CHAMBARDEMENT ?

DOSSIER (9 – 90)

Dossier coordonné par Lisa Pignot et Jean-Pierre Saez

p.11 : Guy Saez
Le roman de la décentralisation

p.16 : Jean-François Auby
Une compétence particulière

p.19 : Jean-François Collin
Une compétence partagée

p.22 : Sylvie Robert
Réinterroger la valeur ajoutée du partenariat
État-Collectivités

p.25 : Patrice Béghain
Décentralisation culturelle : l'urgence

p.29 : Emmanuel Négrier, Philippe Teillet
Politiques culturelles : le niveau monte-t-il ?

p.35 : Daniel Janicot, Philippe Laurent
Le Grand Paris à l'épreuve de la
métropolisation culturelle : pratiques,
territoires et institutions

p.39 : Édouard Philippe
La Culture comme pilier d'une économie
positive

p.42 : Alain Faure
Quel horizon interterritorial pour les
politiques culturelles ?

p.44 : Karine Gloanec-Maurin
Culture et décentralisation : pionnière dans
les faits, singulière dans la Loi

p.47 : Claudy Lebreton
Il faut inventer un pacte de confiance pour
la Culture

p.50 : La Vice-présidente du Département de
Loire-Atlantique déléguée à la Culture
Politique culturelle : et si la complexité
faisait la saveur du fruit ?

p.52 : Jean-Michel Le Boulanger
Bretagne et décentralisation, un projet
d'ambition

p.56 : Angela Spizig
Le modèle culturel français vu d'Allemagne

p.58 : Alain Gralepois
Une expérience de co-construction des
politiques culturelles en Pays de la Loire

p.62 : Isabelle Chardonnier
De la concertation entre acteurs professionnels
à l'élaboration des politiques culturelles :
l'expérience de la Région Rhône-Alpes

p.65 : Catherine Cullen
Une vision transversale de la culture de par
le monde

p.68 : Véronique Balbo-Bonneval
Décentralisation : quels enjeux pour la
culture ?

p.71 : François Pouthier
Coopération publique et recomposition
territoriale. De la nécessité de déplacer les
bornes !

p.76 : Valérie Painthiaux
Vers une territorialisation des politiques
culturelles départementales ?

p.82 : Madeleine Louarn
Reparler ensemble d'art, loin des anciennes
postures

p.83 : Emmanuelle Huynh
Danse contemporaine et esprit de la
décentralisation

p.86 : Jean-Marie Pontier
Service public culturel : épanouissement ou
raccourcissement ?

p.87 : Michèle Ferrier-Barbut
Les EPCC : une figure originale de la
décentralisation

BIBLIO (91 – 100)

p.91 : Paul Ardenne
Le sonore, l'imaginaire et la ville.
De la fabrique artistique aux ambiances urbaines

p.93 : Dominique Sagot-Duvaurox
Intermittence : les ambivalences d'une profession

p.95 : Michel Melot
Quel avenir pour le livre à l'ère numérique ?

p.97 : Jean Paul Filiold
Ces objets culturels consommés par les enfants

p.98 : Joëlle Le Marec
Penser et agir dans un monde complexe

OBSERVATOIRE PLUS (101 – 112)

p.102 : Synthèse d'étude
Anne-Marie Autissier, Marie Deniau
Tisser l'Europe culturelle à partir des territoires
Dynamiques de regroupement et initiatives européennes

ERRATUM

Dans l'article de Bertrand Chavaroche intitulé **Cemea. Pour la culture dans l'éducation**, paru dans le dernier numéro (42, été 2013) une phrase a été malencontreusement coupée concernant leur partenariat historique avec le Festival d'Avignon. Il fallait lire « Les militants des Cemea portent ce projet au festival Éclat d'Aurillac, aux rencontres photos à Arles, dans le cadre du Printemps de la poésie, aux festivals de danse de Biarritz et de Montpellier, au Printemps de Bourges et au Festival d'Avignon sont ils sont les partenaires historiques ». Nous présentons toutes nos excuses à l'auteur ainsi qu'aux Cemea pour cette erreur.